

Alain Madelin (DL) déplore le parfum d'Ancien Régime qui flotte sur la France

M. Chirac n'est défendu que par ses proches.

A LA VEILLE du traditionnel entretien présidentiel du 14-Juillet, la mise en cause de Jacques Chirac et de plusieurs de ses proches dans l'affaire des billets d'avion payés en liquide entre 1992 et 1995 continue à susciter des réactions contrastées à droite, selon qu'elles viennent des fidèles ou des concurrents potentiels du chef de l'Etat.

Ainsi, après François Bayrou (Le Monde du 12 juillet), c'est Alain Madelin qui assure, dans un entretien à Libération, vendredi 13 juillet, que "si le président n'est pas un justiciable comme les autres, il n'est pas non plus au-dessus des lois". A ses yeux, une réforme du statut pénal du chef de l'Etat "s'impose", à la fois pour protéger la fonction présidentielle et pour permettre à son titulaire de pouvoir s'expliquer devant la justice "autrement que dans le cadre de la procédure exceptionnelle et trop lourde de la Haute Cour de justice".

Suite de l'article du Monde

Par

Publié sur Cafeduweb - Archives le vendredi 13 juillet 2001

Consultable en ligne : <http://archives.cafeduweb.com/lire/106-alain-madelin-dl-deploire-parfum-ancien-regime-flotte-france.html>